**Fiche de lecture**

****

La stratégie du choc

La montée d’un capitalisme du désastre

Unité d’Enseignement  - Questionnements sur le "comportement organisationnel (DSY 221)

Professeur  - Yvon Pesqueux

Auteur - Anass Barhoun (abarhoun@gmail.com)

*Master en Sciences de gestion, option Management, spécialité Innovation,*

 *Prospective, Stratégie et Organisation*

Conservatoire national des arts et métiers, 2010-2011

Naomi Klein

2007

**SOMMAIRE**

[I. BIOGRAPHIE 2](#_Toc290895060)

[II. POSTULAT 3](#_Toc290895061)

[III. HYPOTHESES 3](#_Toc290895062)

[IV. RESUME 5](#_Toc290895063)

[1- Partie 1 : Les deux docteurs chocs 5](#_Toc290895064)

[2- Partie 2 : Le premier test 8](#_Toc290895065)

[3- Partie 3 : Survivre à la démocratie 11](#_Toc290895066)

[4- Partie 4 : Perdu dans la transition 14](#_Toc290895067)

[5- Partie 5 : Des temps qui choquent 20](#_Toc290895068)

[6- Partie 6 - Irak : La boucle est bouclée 22](#_Toc290895069)

[7- Partie 7 : La zone verte mobile 25](#_Toc290895070)

[V. COMMENTAIRES ET ACTUALITES 28](#_Toc290895071)

# BIOGRAPHIE

**Naomi Klein** (née le 5 mai 1970 à Montréal) est une journaliste canadienne, auteure, cinéaste et militante altermondialiste.

L'histoire familiale de Naomi Klein est teintée de militantisme politique. Ses grands-parents étaient des marxistes américains actifs dans les années 1930 et 1940. Son grand-père a été renvoyé de son poste d'animateur chez Disney après y avoir organisé la première grève de l'histoire des studios.

Ses parents ont émigré au Canada en protestation contre la guerre du Viêt Nam. Son père, médecin, est devenu un membre du mouvement *Physicians for Social Responsibility*. Sa mère a réalisé un documentaire controversé contre la pornographie, *Not a Love Story*. Son frère, Seth, est directeur du bureau de la British Columbia du Centre canadien pour des alternatives politiques.

La carrière d'écrivain de Klein commença avec ses contributions au journal *The Varsity*, un journal étudiant de l'Université de Toronto dont elle était rédactrice en chef. Elle prit part au mouvement féministe en 1989 lors de la Tuerie de l'école polytechnique de Montréal. Elle obtint la bourse Miliband de la London School of Economics.

Naomi Klein est devenue une représentante de l'altermondialisation grâce à son best-seller No Logo (2000), sorte de « bible » du mouvement anticapitaliste. Elle dénonce la réduction de l'espace public, social et citoyen au profit des multinationales au travers de la prolifération de leurs logos. Elle évoque l'exploitation de la misère que conduisent selon elle les multinationales envahissantes telles que McDonald's, Nike, Coca-Cola, Starbucks ou encore Wal-Mart.

Elle a également écrit Fences and Windows (2002) ainsi que des articles pour différents journaux (The Nation, The Globe and Mail, Harper's Magazine, The Guardian, Rolling Stone et In These Times), et participé (avec son mari, le journaliste de la télévision canadienne Avi Lewis) à la réalisation d'un film (The Take) sur le phénomène des entreprises autogérées par les salariés en Argentine.

Elle est membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont commencé le 4 mars 2009.

# POSTULAT

Dans son ouvrage Naomi Klein s’attache à exposer la « stratégie » des néolibérales pour asseoir leur doctrine de « choc » : Profiter de l’état de désorientation provoquée par les désastres (guerres, crises économiques, catastrophes naturelles, etc.) pour imposer des réformes économiques libérales radicales (dérégulation des marchés, privatisations, compression des dépenses sociales).

# HYPOTHESES

Pour développer sa thèse, l’auteure s’est appuyée sur les hypothèses suivantes :

* Les chocs (catastrophe naturelle, crise économique, guerre, etc.) sont à un pays ce que la torture est à un individu. Naomi Klein dresse un parallèle entre les résultats de la thérapie psychique par électrochocs développé par Ewen Cameron et l’état de choc psychologique d’une population suite à un désastre. Les deux sont supposés provoquer une « table rase » pour bâtir un nouveau « modèle » psychique pour l’un et économique pour l’autre.
* l’essor de l’ultra-libéralisme tel que nous le connaissons aujourd’hui repose essentiellement sur les idées du prix Nobel de l’économie Milton Friedman (1976) et de ses disciples.
* Les tenants de l’ultra-libéralisme profitent de l’état de stupeur généralisé qui suit les désastres pour imposer des réformes économiques radicales. Pour ce faire, on administre une « thérapie de choc » qui s’articule selon les trois phases ci-après :
	+ Le choc d’un désastre qui réduit les mécanismes de défense des populations, plus enclins à se laisser entrainer par les leaders qui prétendent nous protéger,
	+ Le choc économique capitaliste en imposant une série de réformes radicales impopulaires inspirée des théories Friedmanniennes,
	+ Le choc de la torture des sujets récalcitrants qui s’opposeraient aux réformes. La torture est à la fois physique et psychologique basée sur les travaux d’Ewen Cameron.

# RESUME

# Partie 1 : Les deux docteurs chocs

Naomi Klein débute « la stratégie du choc » par deux figures qui servent de fil rouge à l’ensemble de l’ouvrage.

***Ewen Cameron (1901 – 1967),*** docteur psychiatre, il fut président de l’association mondiale de la psychiatrie. Ses travaux ont marqué une fracture avec l’approche freudienne traditionnelle de la cure par la parole pour découvrir les causes de la maladie mentale de ses patients. Il a développé une théorie sur la conduite psychique dont l’objectif est de gommer la mémoire existante et de reconstruire complètement la psyché.

La méthode soigneusement élaborée par Cameron s’articulait selon deux phases clés :

* La « table rase » ou la « destruction complète » : Cameron alternait l’usage d’une boite d’électrochocs *(Page Russel)* qui administrait jusqu’à 6 chocs consécutifs et le recours aux tranquillisants, stimulants et hallucinogènes. Le but est de « désinhiber le patient de manière à réduire ses défenses ».
* La « confrontation psychique » : Qui consiste à faire subir aux patients, internés dans le noir, des messages enregistrés en boucle. Cameron croyait qu’un tel traitement suffirait à reconstruire le mental des malades sur des bonnes bases

L’objectif poursuivi par Cameron est de « briser les anciennes structures pathologiques » afin de créer une mémoire débarrassée des mauvaises habitudes sur laquelle des nouveaux comportements pourraient être inscrits. Il croyait pouvoir faire du patient une nouvelle personne suite à une régression accentuée allant jusqu’à une infantilisation forcée. L’échec de Cameron est spectaculaire : « S’agissant de détruire ses patients, l’homme avait un génie, il ne sut jamais les reconstruire ».

Ses travaux étaient financés par la CIA, qui manifesta son intérêt pour ces méthodes au début des années 50. Les conclusions de ses recherches ont permis de mettre au point les méthodes d’interrogatoire des sujets récalcitrants. Enseignées par la suite aux régimes partenaires en Amérique latine, Indonésie, Iraq…. Ces techniques de torture sont utilisées jusqu’à aujourd’hui pour protéger les multinationales venues exploiter les richesses de ces pays.

***Milton Friedman (1912 - 2006)***, professeur d’économie au sein de la « Chicago School of Economics ». Dans un contexte politico-économique marqué par l’interventionnisme de l’état, Milton Friedman promeut la liberté des marchés des prix, le choix des consommateurs et la liberté économique. Dans les amphis de l’école de Chicago, il prêche pour le credo du libéralisme économique mondial.

Adversaire de l’économie mixte, pour lui c’est un *« détestable fourre-tout où cohabitent le capitalisme pour ce qui est de la fabrication et de la distribution des biens de consommation, le socialisme pour ce qui est de l’éducation et de l’étatisation de services essentiels tels que l’approvisionnement en eau, assortis de toutes sortes de lois destinées à tempérer les excès du capitalisme ».*

FRIEDMAN préconise la privatisation des services de santé, de la poste, de l’éducation, des caisses de retraite et même des parcs nationaux. Sa devise néolibérale « privatisation, dérèglementation, réduction des dépenses sociales ».

En 1962, Milton Friedman publie « *Capitalisme et liberté*», traité qui fondera la doctrine « néolibérale ». Son postulat : la loi du marché, épurée des interventions étatiques et de toute forme de  régulation, équilibre naturellement  le flux des échanges, en apportant à tous progrès et prospérité (une variante du mythe du « *bon sauvage* » appliquée à l’économie). La théorie Friedman connaît un succès à l’école de Chicago mais a fort à faire face au communisme et surtout face aux mouvements développementalistes et keynésianistes, qui ont la faveur des populations, pour avoir prouvé leur performance depuis la grande dépression. Ils menacent sérieusement les bénéfices des grandes entreprises et connaissent un succès en Amérique du Sud et en Indonésie, tant et si bien qu'ils remettent en question les équilibres géostratégiques d'alors !

Assez naturellement, Milton Friedman trouve une écoute attentive et un appui zélé auprès de grands décideurs (gouvernements, hommes d’affaires, militaires,…), peu disposés à perdre leurs prérogatives et leurs profits. Ils élaborent un véritable « *traitement de choc* » qui leur permet d’imposer à toute la planète leur propre vision du progrès des nations.

Inspirés des théories de Cameron qui prévalaient alors en psychiatrie (« *il suffit de provoquer volontairement des crises d’épilepsie, au moyen d’électrochocs, pour redémarrer le cerveau des patients*») ils vont appliquer une stratégie de déploiement en 3 phases fondées sur un autre mythe, celui de la « *table rase* » conçu comme le nécessaire préambule à toute reconstruction:

**1- Un choc initial collectif** qui déstabilise les individus et affaiblit leurs défenses (attaque armée, attentat, guerre éclair… D’ailleurs toute crise sévère pouvait être utilisée, pour peu qu’elle ébranle suffisamment les individus : tsunami, ouragan, crise bancaire, éclatement de bulle immobilière, …)

**2- Un choc économique**, libéral de Friedman, réalisé au moyen de l’instauration brutale des nouvelles règles (privatisations, déréglementation, réduction de la dépense publique, ..)

**3- Des chocs personnalisés,** basés sur les recherches menées par Cameron, intimidation, répression, torture… la note prescrite aux sujets subversifs tentés de s’opposer à la nouvelle réforme économique.

En Amérique latine, la politique sociale qui profitait à la classe ouvrière ne plaisait pas aux multinationales. Grâce à la conspiration des hommes d’affaires, CIA et junte militaire FRIEDMAN a pu disposer d’un laboratoire pour mettre en pratique sa stratégie de choc néolibérale.

# Partie 2 : Le premier test

**Etats de choc**

La montée du courant gauchiste dans les pays tiers-mondistes menaçait les intérêts des multinationales occidentales. L’Indonésie après l’indépendance était teintée par une forte politique sociale. Sukarno chasse le FMI et la banque mondiale et attise les hostilités de la Grande Bretagne et des états Unis qui ne tardent pas à manigancer un plan pour mettre terme à son règne. La main secrète de la CIA y a joué un rôle en soutenant Suharto à renverser le pouvoir, éliminer physiquement les opposants de gauche et donner les rênes de l’économie à des libéraux formés dans les écoles américaines.

Au Chili, la politique jugée trop sociale mise en œuvre par Allende, ne convenait pas aux USA qui s’inspirent du scénario Indonésien pour étouffer le pouvoir en place. En 1973, Pinochet avec l’aide de la CIA, renverse Allende et met à l’épreuve un traitement de choc tel que préconisé par Friedman et les « Chicago Boys » (économistes chiliens formés à l’école de Chicago). Après une bataille sans véritable adversaire, le bilan était digne d’un envahissement par une puissance étrangère : 3 200 personnes exécutées, 80 000 emprisonnées (souvent torturées) et 200 000 exilées, grâce aux assassinats, à la torture, au plan Condor (concertation entre dictature sud-américaines pour traquer les opposants en dehors de leurs frontières) et autres dispositifs répressifs.

Le Chili constitue ainsi le premier pays à subir le parachutage du néo-libéralisme de l’école de Chicago. Immédiatement, moult envoyés spéciaux se transforment en conseillers présidentiels y compris Milton Friedman en 1975. Et Pinochet exécute ce qu’on lui dit de faire : plonger la population dans l’état de choc susceptible de briser toute opposition (torture, rafles…). Il s’agit de faire du Chili une page blanche sur laquelle les économistes néolibéraux réécriront l’histoire. Néanmoins, la situation économique du pays s’est fortement détériorée : explosion des inégalités, chute vertigineuse du pouvoir d’achat, chômage, durcissement des conditions de travail, destruction de la protection sociale, etc.

**Faire table rase**

Les disciples de Friedman croyaient en la nécessité de disposer d’un système équilibré et purifié de toutes les distorsions et de conceptions qui pourraient le contredire et l’affaiblir. Pour Naomi Klein cela prouve que le néolibéralisme n’est atteignable qu’au prix d’un monopole idéologique et passe par le renversement des régimes démocratiques et l’élimination des idéologies concurrentes comme en témoigne la junte dans un éditorial de 1976 : « les esprits doivent être nettoyées, eux aussi, car c’est là que l’erreur prend naissance ». Ainsi, l’idée de Friedman selon laquelle le libre marché et la liberté des individus vont de pair s’en trouve complètement démentie.

La terreur et la torture représentaient le moteur de la transition vers le libre marché. Les dictatures qui ont supplanté les régimes démocratiques de gauche en Amérique Latine y avaient un recours systématique pour bâillonner les opposants et purger tout sujet à l’ « idéologie suspecte ».

L’usage de la torture ne se limitait pas aux juntes, mais soutenu et pratiqué également par les multinationales comme Ford, Mercedes-Benz, Chrysler… Des centres de tortures ont été aménagés dans les usines où des tortionnaires privés traquaient les syndicalistes et les militants de la classe ouvrière. Le témoignage d’un travailleur Ford illustre ces propos : « *C’était comme si Ford était en guerre. Et l’ennemi, c’était nous, les travailleurs*».

La répression avait un double objectif, éliminer les obstacles à la réalisation du programme économique et dissuader tous ceux qui seraient tentés de résister. Sur ce front, les résultats étaient probants.

**«  Aucun rapport »**

La « liberté économique » et la terreur politique étaient les deux ingrédients de la thérapie de choc mise en œuvre pour éradiquer le régime développementaliste régnant dans les pays d’Amérique Latine. Néanmoins, deux événements ont réussi à faire oublier le lien entre les crimes de Pinochet et l’idéologie de l’école de Chicago : Le discernement du prix Nobel,

* D’économie à Milton Friedman en 1976, pour ses travaux « originaux et importants »
* De paix, à Amnesty International, pour ses dénonciations des violations des droits de l’homme au Chili et en Argentine.

Un message fort réfutant tout « rapport » entre la machine économique néolibéral et les tortures perpétrées contre des peuples anéantis en faveur d’une poignée de privilégiés.

Amnesty International ainsi que d’autres activistes ont longuement dénoncé les violations des droits de l’homme et le recours systématique à la violence et la terreur des juntes, sans s’interroger sur les raisons qui y conduisaient. Les tortures et les massacres sont présentés comme une violence aveugle, irrationnelle, alors qu’ils sont toujours la preuve qu’un pouvoir cherche à imposer par la force une situation qui est rejetée par une grande partie de la population. Du fait de l’incapacité des défenseurs des droits de l’homme à désigner les coupables, l’école de Chicago a pu continuer à rayonner.

# Partie 3 : Survivre à la démocratie

**Une guerre salvatrice**

Après le cône sud, le néolibéralisme sauce Friedman trouva des sympathisants autres que les juntes militaires. La première ministre de Grande Bretagne en fut une.

Margaret Tchatcher, grande admiratrice de Pinochet, passait par une période politique difficile lors de son premier mandat quand Friedrich Hayek, gourou de Milton Friedman, lui préconisait de suivre le modèle chilien pour transformer l’économie keynésienne de son pays. Bien que séduite par le modèle économique, elle était consciente que sa mise en place passait par des mesures « inacceptables en Grande Bretagne, où il existe des institutions démocratiques qui nécessitent un degré élevé de consensus social ». Après 3 ans de son mandat, Tchatcher ne pouvait risquer une « thérapie de choc » qui lui ferait perdre les élections surtout que sa côte de popularité était au plus bas depuis son intronisation (en dessous des 25% dans les sondages).

En 1982, la dirigeante britannique est sauvée d’une débâcle électorale grâce à la guerre des Malouines. La junte argentine (qui croulait de son côté sous le poids de la dette et avait besoin d’une bonne petite guerre facile à gagner pour redorer son blason) tenta d’envahir les malouines, un îlot désertique vestige du règne colonial britannique, apporta la solution à la « dame de fer ». Faisant vibrer la fibre nationaliste toujours très sensible en période de conflit armé, elle remporte les élections. La guerre qualifiée par l’écrivain argentin Jorge Luis Borges comme un « combat pour un peigne mené par deux chauves »,fut le prétexte politique dont elle avait besoin pour imposer un bouleversement capitaliste radical d’une démocratie libérale occidentale. Suite à leurs grèves de 1984-85, les minuers furent considérées par Tchatcher comme étant un « *ennemi intérieur, qui est beaucoup plus coriace, mais tout aussi dangereux pour la liberté* » osant une comparaison avec l’ennemie de la guerre des malouines. Tchatcher gagna cette deuxième « guerre » contre l’un des syndicats les plus puissants. Sa double victoire lui conféra une légitimité politique et lui permit de lancer une série de privations brutales British Telecom, British Gas, British Airways…..

Milton Friedman en tire immédiatement les conséquences et écrit : « Seule une crise – réelle ou perçue comme telle – produit un vrai changement. Quand cette crise survient, les actions qui sont prises dépendent des idées qui trainent. C’est, je crois, notre fonction de base : développer des alternatives aux politiques existantes, les maintenir en vie et disponibles jusqu’à ce que ce qui était politiquement impossible devienne politiquement inévitable ». Dès lors, les crises deviennent un élément clef de la stratégie des néolibéraux.

**Le nouveau docteur choc**

Comme la crise économique qui étouffait la Bolivie dans les années 1980. C’est à son nouveau président Victor Paz Estenssoro qu’incombe la responsabilité de sortir le pays d’un contexte hautement instable marqué par l’hyperinflation. Paz s’offre les services du jeune économiste brillant, Jeffrey Sachs, professeur à Harvard, à l’idéologie hybride parce qu’il était marqué par les réflexions de Keynes sur le lien entre l’hyperinflation et la montée du fascisme mais en même temps, fortement influencé par les idées de Friedman. Cette influence se ressentira notamment sur le programme qu’il proposa au gouvernement fraîchement élu.

Le plan de lutte contre l’inflation élaboré par Sachs se traduit par une déréglementation des prix, des compressions des dépenses gouvernementales, augmentation de 300% du prix de pétrole, ouverture aux importations et privatisation,….. Des recommandations qui ressemblent étrangement à la trinité néolibérale Friedmanienne : Privatisation -Déréglementation - Réductions des dépenses sociales.

Ce programme est conçu lors des 3 premières semaines suivant l’élection du gouvernement et imposé de force en une seule fois. Il s’agit de 220 lois régissant tous les aspects de vie économique du pays agrégés sous un seul décret : Le « Décret Suprême ». La contestation des boliviens est contrée par la proclamation de l’état de siège. Encore une fois, cette « thérapie de choc » s’est accompagnée par la répression de toute forme d’opposition qui finit par faire incliner le peuple. Même si le gouvernement de Paz a été élu selon les règles de la démocratie, celles-ci sont suspendues, et une série de mesures d’urgence est imposée en confiant les rênes de l’économie aux spécialistes de l’école de Chicago.

Pour Naomi Klein, « *La Bolivie a fourni l’exemple d’un nouveau mode, plus acceptable, d’autoritarisme : un coup d’État civil mené par des politiciens et des économistes en costume trois-pièces plutôt que par des soldats en uniformes* ».

**Du bon usage des crises**

A l’instar de la Bolivie, d’autres pays du sud à peine débarrassés des juntes militaires se retrouvaient confrontés à des difficultés économiques sérieuses. Dettes colossales accumulées sous les dictatures (corruption, dépenses militaires), un fardeau très lourd à porter par des peuples qui espéraient enfin devenir libres. La décision de la réserve fédérale de hausser les taux d’intérêts (effet Volcker) contraint ces pays lourdement endettés de se soumettre à la merci de leurs créanciers.

De ce fait, ces pays sont contraints de se tourner vers le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, deux institutions crées à la base dans l’optique de prévenir de futurs chocs et bouleversements économiques et agir en conséquence : Investir dans le développement et la promotion des politiques économiques visant à réduire la spéculation et la volatilité des marchés… Truffés par les disciples de Milton Friedman, Ils vont vite se transformer en locomotives du « libre marché ». Ainsi, un pays qui fait appel au FMI pour allègement de dette se doit de remanier son économie et se voit imposer une « thérapie de choc » à la Friedman. La crise s’est avérée le moyen de propagation du « capitalisme de désastre»

 Selon Dani Rodrik, économiste renommé de Harvard ayant travaillé avec la Banque mondiale, les prescriptions du FMI et la banque mondiale pour redresser les économies instables sont extraites du programme d’ « ajustement structurel » élaboré en 1983. Il nie tout effet direct de ses deux ingrédients essentiels : Privatisation et libre échange sur la stabilité.

# Partie 4 : Perdu dans la transition

**Une crise en Pologne**

Les années 1980 connaissent une expansion de l’idéologie capitaliste à travers le monde. D’autres pays vont changer leur ligne politique. Les tenants de la thérapie de choc économique parviennent à imposer leurs vues, bien qu’ils utilisent des moyens différents pour y parvenir.

En Pologne, le mouvement syndicaliste « Solidarité » né dans les chantiers navals de Gdansk en 1981 suite au licenciement d’une ouvrière, réussit à rassembler un large mouvement social contre le régime communiste en place. Les revendications des ouvriers sont contrées par une répression violente et l’arrestation des « fouteurs de troubles ». En 1988, face à un contexte économique difficile (Dettes de 40 milliards de dollars et Inflation à 600%), les communistes cédèrent. Solidarité accéda au pouvoir en remportant les élections de 1988 sur la base d’un programme favorable aux travailleurs.

Cependant, face aux grandes difficultés économiques héritées du régime précédent et compte tenu de l’absence de soutien des pays occidentaux, les leaders de Solidarité, conseillés par l’artisan de la théorie de choc en Bolivie, font le choix du libéralisme sauvage. Ce choix s’avère politiquement fatal : les réformes économiques en l’absence de répression conduisent Solidarité à une cuisante défaite électorale. Néanmoins, le mal est fait, les entreprises occidentales engrangent d’énormes bénéfices aux dépends du peuple polonais.

**Un massacre en chine**

En chine, outre l'absence des libertés individuelles, l'adoption d'un programme néolibéral dicté en personne par Milton Friedman lors de ses visites répétées, provoquent des protestations de masse à la place Tiananmen. Pour Friedman, malgré l'absence de la démocratie, Hong Kong est plus libre que les USA du moment que le gouvernement s'ingère moins dans l'économie. Le soutien de Friedman à un régime tyrannique est, selon l'auteure, une preuve que pour l'économiste la liberté politique est accessoire voire inutile comparée à une liberté commerciale sans entraves.

Une série de mesures libérales sont mises en place marquées par une déréglementation forte des prix, suppression de la sécurité sociale, privatisations ... entrainant une vague de chômage et l’accentuation des inégalités sociales.

En 1989, un mouvement d'étudiants et travailleurs manifeste sa contestation à la politique menée par le gouvernement et demande des réformes. Ces manifestations s'étendent à plusieurs villes du pays et se rassemblent à la place Tiananmen. Le régime instaure la loi martiale et mène une répression sanglante.

 Naomi Klein fait noter la tactique commune du régime communiste et de l'école de Chicago pour parvenir à leurs objectifs : Eradiquer les opposants et éliminer la moindre forme de la résistance.

**La liberté étranglée de l’Afrique de Sud**

En Afrique de Sud, le Congrès National Africain (ANC) parti politique de Nelson Mandela, créé en 1912 pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la domination blanche, semble parvenir enfin à mettre en application sa « Charte de la liberté » et abolir le régime de l’apartheid régnant depuis 1948. Aussitôt sorti de prison, Mandela et d’autres représentants de l’ANC vont mener des négociations avec le Parti National, qui détenait le pouvoir, sur les modalités de la fin de l’apartheid. Les pourparlers s’articulèrent selon deux axes principaux : politique et économique.

L’ANC, très focalisé sur le pouvoir politique, fait des concessions sur le plan économique : traités internationaux, indépendance de la banque centrale, protection de la propriété privé, les dettes du régime sortant … règles et règlements obscurs en vue de maintenir les richesses accumulées et garder le pouvoir économique et financier sous l’égide des « blancs ». Pis encore, ces dispositions vont entraver la mise en œuvre de la charte sociale bloquant la distribution des richesses et la nationalisation des mines et banques… Le nouveau gouvernement de Mandela se rend compte rapidement que le pouvoir est bien ailleurs à l’image du témoignage de Patrick Bond, conseiller économique au bureau de Mandela pendant les premières années : « Nous avons l’état, où est le pouvoir ? ».

Devant une faible marge de manœuvre et sous la pression des marchés financiers, le nouveau régime ne tarda pas à se plier au consensus de Washington et décida de rompre avec son passé et préparer un programme néolibéral. Au menu : Privatisations, compression des dépenses gouvernementales, une plus grande libéralisation des échanges et une déréglementation encore plus poussée des flux monétaires…L’objectif est de faire preuve de l’adhésion du régime à « l’orthodoxie dominante » pour s’acheter l’affluence des investisseurs.

En fin de compte, l’abandon des promesses de la charte en faveur d’une nouvelle orientation politico-économique sous prétexte de « Tout le monde le fait ». Pour l’auteure, on a retrouvé un pays qui « a supplanté le Brésil au titre de nation où les inégalités sont les plus prononcés au monde ».

**La Russie choisit « l’option Pinochet »**

La conversion de la Russie au néolibéralisme s’effectua graduellement, grâce dans un premier temps aux politiques engagées par Gorbatchev. Partisan d’une sociale démocratie, il lança deux politiques jumelles : Glasnot (Transparence) et Perestroika (Restructuration), une série de réformes économiques, culturelles et politiques orientées vers davantage d’ouverture et de libéralisation. Bien que soutenu sur la scène internationale, la nouvelle lignée politique du prix Nobel de paix de 1990, connut un échec dans un pays rompu au communisme. Une impopularité qui le contraint à démissionner en 1991, notamment grâce aux manœuvres de Boris Eltsine, farouche opposant de l’URSS. L’arrivée de ce dernier au pouvoir va accélérer le rythme des réformes et concevoir un projet économique libéral ambitieux. Sa mise en place passe par une série de chocs:

1. Choc politique

Fraîchement élu à la tête de la fédération de Russie, Eltsine fait précipiter la chute de l’URSS : il conclue une alliance avec ses homologues ukrainiens et biélorusses dénoncent l’accord qui avait présidé à la création de l’Union soviétique. La fin de l’URSS est annoncée provoquant un bouleversement de la psyché national des russes qui viennent d’assister à l’effondrement du seul état dont la plupart avaient connu. Il remporte ainsi le dualisme de pouvoir à Moscou contre Gorbatchev. Conscient de l’ampleur et l’enjeu de son « big bang » économique, il réussit à obtenir des pouvoirs spéciaux pour réformer l’économie pendant un an lui permettant de décréter des lois sans solliciter le vote du parlement. Entouré d’une poignée d’économistes à l’idéologie Friedmanienne, il s’employa à administrer la thérapie de choc économique,

1. Choc économique

Sans surprise, au menu de la réforme : Privatisation, politique de libre échange, la levée des contrôles de prix….. Profitant d’une année de pouvoir exécutif absolu, Eltsine lance selon l’auteur une « attaque surprise contre une population profondément désorientée ». Selon Joseph Stiglitz « Seule une attaque éclair lancée pendant la conjoncture favorable créée par le brouillard de la transition permet d’apporter les changements avant que la population n’ait eu le temps de s’organiser pour protéger ses intérêts ». Le gouvernement des états unis mobilisa ses experts dans le domaine pour préparer cette période de transition.

Les résultats de ces « expériences » furent catastrophiques et le parlement décida de mettre fin à cette période de grâce et limiter les prérogatives du président. Eltsine bien résolu à aller jusqu’au bout de ses réformes, décréta l’état d’urgence pour rétablir son plein pouvoir. Malgré la contestation des institutions démocratiques du pays y compris la cour constitutionnelle, Eltsine ne lâcha pas prise et engagea un bras de fer avec le parlement et précipita le troisième choc.

1. Choc personnalisé (Torture)

Dès lors que le président refusa de s’aligner au processus démocratiques, le parlement s’attacha à entraver la libéralisation sauvage du marché et décélérer le rythme des réformes. En 1993, ce dernier présenta un projet de loi budgétaire non conforme à la politique d’austérité imposée par le FMI. Eltsine organisa un referendum pour dissoudre le parlement qui vota à son tour la destitution du président. Eltsine fit alors recours à la force, emprisonna les parlementaires dans la maison blanche, siège du parlement en Russie, avant d’exécuter les parlementaires et tirer sur les manifestants…

Malgré la tragédie de ces événements et les violations les plus criantes de la démocratie, Eltsine put bénéficier de l’appui des occidentaux. Au contraire, cette thérapie de choc pava la voie aux mesures les plus litigieuses du programme concocté par le FMI et les disciples de Friedman. Encore une fois le néolibéralisme s’impose avec la violence. Bilan désastreux marqué par l’accentuation des inégalités sociales, la montée de la corruption, et la propagation des épidémies...

**Le ça du capitalisme (La Russie à l’ère du marché sauvage)**

La brutalité de l’expérience russe dévoile une fois encore la vraie nature du capitalisme. Selon l’auteur, la cruauté du choc administré à tout un peuple avait, outre la finalité d’asseoir un capitalisme sauvage, une raison idéologique. L’écroulement du bloc soviétique est le déchirement du communisme marque la victoire du capitalisme et des USA après une guerre froide qui a duré 30 ans.

La chute du communisme a par ailleurs permis aux partisans de l’école de Chicago de s’affranchir des distorsions qui compromettaient, selon eux, l’équilibre du marché. Le capitalisme se retrouve dans une situation de monopole et constitue désormais le seul modèle politico-économique viable. Ainsi, dans le cas de la Russie, le FMI et le trésor des états unis, ont fait la sourde oreille à l’injection d’une aide massive. Résultat, « trop de chocs pas assez de thérapie ».

Il n’est donc pas surprenant qu’à partir de ce moment, les économistes néolibéraux discutent de l’intérêt de créer des crises, éventuellement de donner l’impression qu’il y a des crises pour pouvoir faire passer des réformes. Le FMI joue d’ailleurs parfois le rôle de pompier pyromane en manipulant les statistiques pour générer des crises et imposer ses réformes, comme ce fut par exemple le cas à Trinidad et Tobago.

**Qu’elle brûle (Le pillage de l’Asie et « la chute d’un deuxième mur de Berlin »)**

La crise financière asiatique de 1997 en est un autre exemple. Les Tigres menaient une politique très protectionniste empêchant les multinationales occidentales d’y accéder pour y vendre leurs produits. En 1990, suite aux pressions du FMI et l’OMC, ils acceptèrent d’ouvrir les secteurs financiers, une brèche aux investissements spéculatifs qui leur vaudra très cher : Une rumeur sur la capacité de Thaïlande de soutenir sa devise créa un effet de panique général. Les banques réclamèrent le remboursement de leurs prêts provoquant l’éclatement de la bulle de l’immobilier soutenue par une croissance ultra-rapide. Pour cause des produits de placement, la chute d’un pays des 5 tigres entraina celles des autres. On assista à une saignée des capitaux avec des répercussions dramatiques sur les populations qui se manifesta par des vagues de suicides collectifs, explosion de la prostitution …

Face à cette crise économique et humanitaire, un consensus semble s’être opéré dans les rangs des institutions financières mondiales y compris le FMI: « Laissez-les couler ». L’objectif était de contraindre ces pays à laisser pénétrer les capitaux étrangers et racheter les compagnies locales. En parallèle, le FMI imposa son fameux programme d’ajustement structurel et aggrava la situation, le *New York Times* parla de « la plus grande vente de faillite dans le monde ». Résultat, les pays touchés par la crise ne s’en sont toujours pas remis à en juger par le taux de chômage, le niveau de la pauvreté, les taux de suicides, la prostitution et la montée de la xénophobie et autres extrémismes religieux.

# Partie 5 : Des temps qui choquent

**La thérapie de choc aux états unis (La bulle de sécurité intérieure)**

Après avoir expérimenté la théorie friedmanniene aux quatre coins du monde, la thérapie de choc rentre au bercail avec l’arrivée de l’administration Bush au pouvoir. Cette dernière rend possible l’ascension de ce que Naomi Klein nomme le complexe du capitalisme de désastre, défini comme « une guerre globale combattue à chaque niveau par des sociétés privées dont l’implication est payée par l’argent public avec le mandat perpétuel de protéger la patrie étasunienne en éliminant tout le "Mal" à l’étranger ». L’auteure s’attarde sur les deux hommes forts du régime Bush :

* *Donald Rumsfeld*, connu pour son engagement pour la déréglementation des marchés, il avait des liens très privilégiés avec Milton Friedman. Ses prouesses dans le domaine des affaires furent sujettes à controverses : homologation de l’aspartame, brevetage du Tamiflu, brevetage des médicaments antisida et en empêcha la distribution des versions génériques dans les pays en voie de développement… Pour y parvenir, il usa de ses contacts politiques et s’affirma comme un proto-capitaliste de désastre, il voyait dans les épidémies un marché florissant.

En tant que secrétaire à la Défense sous le régime Bush, il fait du « *branding* » une ligne directrice de sa politique et revisita l’art de la guerre pour le rendre plus psychologique et plus spectaculaire.

* *Dick Cheney*, s’est illustré par la défense des intérêts pétroliers et du monde des affaires vice-président aux côtés de Bush fils, il avait déjà servi sous le régime de Bush père en tant que secrétaire à la Défense. A l’époque, il confia aux entrepreneurs privés un rôle de plus en plus déterminant notamment à « Halliburton » au point d’être chargée de « créer l’infrastructure toute entière des opérations militaires à l’étranger ». Ces services lui valurent de prendre la direction de la société plus tard.

Bush, Cheney, Rumsfeld et bien d’autres disciples de Friedmann à la Maison Blanche ont réussi à vendre, à la découpe, les diverses fonctions du gouvernement pour en faire une « coquille vide ». Servir dans la fonction publique se révèle comme une mission de reconnaissance en prévision d’un bel avenir dans le complexe du capitalisme du désastre. L’évènement du 11 Septembre va les conforter dans leurs convictions idéologiques et leurs intérêts personnels pour passer à l’acte. La Maison Blanche profita du traumatisme collectif, de l’alignement patriotique derrière le président et la complaisance des médias pour mettre en place un « New Deal Corporatiste » : Avec la guerre contre le terrorisme, les dépenses d’argent public à destination des sociétés privées spécialisées dans la sécurité explosent (En 2003, l’administration Bush a dépensé 327 milliards de dollars en contrat avec des compagnies privées).

**Un état corporatiste**

Dans la lignée de la politique d’externalisation et de privatisation, la déclaration de la guerre contre le terrorisme s’accompagne de l’octroi de méga-contrats aux multinationales dans le domaine de la sécurité, logistique, construction… La plupart des temps sans appel d’offres, en réponse aux intérêts des hauts responsables du régime Bush qui ne renoncèrent pas à leurs actions dans les sociétés privés dans lesquelles ils siégeaient auparavant, défiant ainsi toutes les règles d’éthique. De ce fait, on assista à une fusion des élites de la politique et de l’entreprise, réunies au nom de la sécurité. En rentrant dans le gouvernement, les néoconservateurs semblent trouver un meilleur moyen pour servir leurs objectifs économiques.

L’Irak sera la première proie de ses prédateurs dans leur croisade corporatiste.

# Partie 6 - Irak : La boucle est bouclée

**Effacer L’Irak**

Au lendemain du 11 Septembre, le gouvernement américain semble décidé à mener une guerre sans merci contre le terrorisme. Le moyen orient, où l’esprit anti-américain-israélien prend de plus en plus place est plus que jamais en ligne de mire. Ceci est dû selon les néoconservateurs à l’absence d’une démocratie néolibérale dans le monde arabo-musulman. On s’attacha à désigner l’état « modèle » qui se verra administré la « thérapie du choc » et donner l’exemple à la région. C’est ainsi que l’Iraq est désigné pour son positionnement géostratégique et ses vastes réserves de pétrole. Reste à trouver une raison valable pour justifier la nécessité de l’envahir : La peur suscitée par les *Armes de Destruction Massive* (ADM).

L’invasion de l’Irak marque le premier des 3 chocs que va subir le pays. L’opération baptisée à juste titre « choc et effroi » fait usage d’une grande puissance de feu, une démonstration spectaculaire de force pour annihiler la volonté de l’adversaire à combattre et provoquer la terreur de la population. Un peuple terrorisé, désorienté aussitôt pillé de ses musées voit son identité et sa mémoire détruite. La voie est maintenant pavée pour l’administration du choc économique.

**Le contrecoup idéologique**

Une fois le pays envahi, Paul Bremer, administrateur de l’Autorité provisoire de la Coalition, se chargea d’administrer la thérapie de choc politico-économique pour la dite « reconstruction » du pays.

Sur le plan économique, un mois après son entrée en fonction, Bremer annonça la privatisation des 200 sociétés étatiques du pays. Il adopta ensuite une série de nouvelles lois radicales favorables à l’implantation des sociétés étrangères abolissant les entraves au commerce. Le programme de transformation du pays a été complètement confié aux étrangers. La nouvelle politique économique attisa l’hostilité de tous les classes sociales du pays : Vagues de licenciement dans le secteur public, recours à la main d’œuvre étrangère (plus cher), attribution des marchés aux multinationales sans les sociétés locales … Les iraquiens furent campés dans le rôle de spectateurs.

Par ailleurs, les sommes colossales allouées à la reconstruction ont été dépensées en contrats passés avec des sociétés américaines sans volonté réelle de redresser l’économie irakienne. Les sociétés en question ont en effet sous-traité les tâches à d’autres, qui ont à leur tour sous-traité, etc. Une fois les poches des intermédiaires bien remplies, il ne restait plus rien ou presque pour les Irakiens. Nombre de sociétés américaines ont fini par quitter l’Irak sans livrer les infrastructures et les services pour lesquelles elles avaient été payées

Cette "forme modernisée du pillage" a alimenté la résistance des Irakiens, donc la répression, et fait sombrer encore un peu plus le pays dans la violence, l’extrémisme religieux et le communautarisme.

**Le cercle complet**

Sur le plan politique, la tenue d’élections démocratiques est perçue par les forces de la coalition comme un danger pour la mise en application de leur stratégie économique néolibérale. Le nationalisme économique était profondément ancré au sein de la population ne servant pas les intérêts de l’occupation. Les Irakiens, très enthousiastes à l’idée de participer dans la vie politique après des années de dictature et de répression prennent conscience que leurs aspirations furent illusoires. En effet, Paul Bremer mit fin aux illusions des Irakiens et éradiqua la démocratie : Il annula l’assemblée constituante, opposa son véto pour élire les futurs rédacteurs de la nouvelle constitution, annula les élections provinciales et locales ainsi que les législations nationales, le gouvernement souverain serait nommé et non élu.

**Le choc des corps**

Dès les premiers jours, les forces de l’occupation ont eu recours systématique à la torture comme moyen d’annihiler la résistance au changement brutal auquel le peuple fut soumis. Pour intensifier les méthodes d’interrogatoire, on sollicita l’expertise du directeur de la prison de Guantanamo. Un large éventail de nouvelles méthodes fut autorisé inspiré essentiellement des recherches d’Ewen Cameron y compris l’humiliation, la privation sensorielle, la surcharge de stimuli … Ajouté à ça la créativité des mercenaires qui pratiquaient ces méthodes pour arracher des confessions aux prisonniers  … Tout ceci pour créer la fameuse page blanche sur laquelle édifier le nouveau pays modèle. Résultat, des millions de gens physiquement et psychologiquement déstructurés. Par ailleurs, alors que l’industrie irakienne fut réduite à néant, l’enlèvement et la torture s’imposent comme activités florissantes. Un quotidien marqué par la violence, orchestré par les architectes d’un capitalisme aveugle dont l’optimisme s’est révélé fatal.

# Partie 7 : La zone verte mobile

**Le nettoyage de la plage « le deuxième tsunami »**

Naomi Klein aborda dans cette section une crise d’une autre nature « *Tsunami* »… Mais comme pour les précédentes, un bon point de départ pour mettre en place le modèle économique inspiré de l’école de Chicago.

A peine remis de la guerre civile, le Sri Lanka se voit frapper par une catastrophe naturelle dévastatrice qui fit 250 mille morts et des millions de sans-abri surtout les pêcheurs. Ils furent déplacés dans une zone tampon le temps de reconstruire leurs embarcations… Crise pour le uns mais opportunités pour d’autres : Le Tsunami est l’occasion de remettre le programme « Regaining Sri Lanka » sur la table. Il s’agit d’une thérapie de choc approuvé par la banque mondiale au début des années 2003 visant à ouvrir l’économie à la privatisation et aux partenariats public-privé en échange des prêts.

Au lendemain du désastre, la présidente Kumaratunga, fraîchement élue sur un programme ouvertement hostile aux privatisations voit dans la catastrophe un châtiment divin pour avoir refusé de vendre les plages et les forêts du pays. Elle donna naissance au programme tant redouté et se convertie au libre marché. Une série de mesures sont aussitôt adoptées : privatisation de l’eau potable, augmentation des prix de l’essence, morcellement de la société nationale d’électricité …

Un plan de reconstruction fut concocté par un groupe spécialement désigné pour la tâche. Parmi ses membres, on compte surtout les représentants des hôtels touristiques et aucun représentant des classes rudement touchées par la crise. Le plan est soutenu par Washington moyennant des méga contrats confiés à ses entreprises, les mêmes qui ont bâclé les chantiers de l’Irak. Comme en témoigne le chef du mouvement national des pêcheurs, la reconstruction est un « second tsunami de la mondialisation corporatiste »

Les terrains jadis occupés par les pauvres pêcheurs au large du littoral furent libérés aux entrepreneurs pour ériger de vastes stations balnéaires. Les populations expulsées des côtes se retrouvèrent à l’intérieur du pays dans des camps suffoqués par la chaleur, parfois avec des barques données par des ONG alors que la mer est à des kilomètres. L’hostilité aux réformes annoncées ne tarda pas à se traduire en violence et raviva les clivages ethniques.

Des expériences similaires d’instrumentalisation de la catastrophe pour déplacer des populations considérées comme gênantes ont également eu lieu en Thaïlande, aux Maldives et en Indonésie, avec des conséquences sociales et politiques désastreuses.

**L’apartheid du désastre « Un monde composé de zones vertes et de zones rouges »**

A l’instar de Bagdad, le pouvoir encouragé par les tenants du capitalisme sauvage a créé des zones vertes, riches et protégées, au sein de zones rouges, délabrées et abandonnées à elles-mêmes. Un régime d’apartheid issu du corporatisme capitaliste accentue les inégalités sociales et creuse le fossé entre les pauvres et les riches. L’ouragan Katrina qui a ravagé la Nouvelle-Orléans en 2005, une autre opportunité à l’administration Bush pour engranger les profits menant un raid contre une sphère publique désorientée et démunie. Au menu, un plan de restructuration visant à privatiser le système d’éducation et remplacer les anciens logements sociaux par des habitations luxueuses pour une clientèle plus aisée… Un marché juteux pour les promoteurs d’immobiliers financé par l’état.

**Quand la paix ne sert plus à rien – Israël le signal d’alarme**

L’auteure fait état du lien étroit entre le climat d’instabilité mondiale et la croissance économique galopante. A noter que les retombées de l’insécurité ambiante ne profite pas uniquement aux marchands d’armes mais aussi aux secteurs de la sécurité de pointe, de construction, aux services de santé… Sans oublier l’industrie pétrolière et gazière soit en tant que génératrice ou bénéficiaire de l’économie des cataclysmes.

En réponse aux tenants de la théorie de complot, Naomi Klein montre qu’il n’y a plus besoin d’en manigancer, le capitalisme sauvage tel qu’il est conçue, c’est-à-dire en quête continue de croissance réfutant toute réglementation environnementale génère « un flot ininterrompu de désastres militaires ». La terreur et un marché juteux pour les sympathisants de l’école de Chicago, une vision économique adoptée de plus en plus par les puissances militaires qui en profitent pour tirer leur économie vers le haut. Alors qu’un climat d’instabilité pesait autrefois négativement sur le cours de la bourse, la tendance s’est inversée, la prospérité des affaires d’une part et la violence vont de pair maintenant et la guerre est plutôt bien accueillie par les multinationales qui y voient une source pour engranger les profits.

Pour illustrer ses propos, Naomi Klein s’attacha à retracer l’évolution de l’économie israélienne et son impact sur sa politique intérieure et extérieure. Suite à la bulle « point com » qui a beaucoup pénalisé son économie jugée à l’époque parmi les plus « technologiques » dans le monde, le gouvernement réagit très vite et encouragea un changement de cap en incitant les entreprises à adresser le marché de la sécurité intérieure. Un marché qui s’avèrera très juteux et permettra au pays de se positionner en tant qu’acteur clé à l’échelle mondiale.

Sur le front interne, le boom sécuritaire s’est révélé lucratif pour une poignée d’israéliens, pour le reste on souffre d’une recrudescence des inégalités sociales (en 2007, 24,4% se trouvaient sous le seuil de la pauvreté)…. Sur le front externe, outre les considérations idéologiques du conflit israélo-palestinien, la nouvelle orientation « belliciste » adoptée comme levier de croissance est une entrave au processus de paix. Pour l’auteure, Israël est « une société qui n’a plus d’intérêts à souhaiter la paix et s’est investie toute entière dans une guerre sans fin et impossible à gagner dont elle tire d’importants avantages ».

# COMMENTAIRES ET ACTUALITES

L’ouvrage de Naomi Klein braque les projecteurs sur les dérives d’une économie déréglementée du marché basée sur le laisser faire. L’idéologie de l’hyper confiance dans le marché s’est imposée dans les 40 dernières années soutenue par les théories de l’école de Chicago et la conspiration des multinationales prédisposés à engranger les profits peu importe les moyens. Or, la crise financière qui vient de bouleverser le monde entier remet en cause cette «confiance » et porte l’accent sur les dangers d’une économie « spéculative ». Un consensus semble être opéré parmi les économistes chevronnés sur le fait qu’elle était inévitable puisque la machine commençait à saturer.

Dans la recherche des causes de la crise, l’attention a surtout porté sur le rôle des prêts hypothécaires « subprime » aux Etats-Unis, prêts qui étaient vendus à des gens détenteurs de faibles revenus et qui n’avaient presque aucune chance d’être en mesure de les rembourser. Beaucoup de ces prêts « subprime » accordés avaient été assortis de clauses prédatrices particulièrement défavorables aux emprunteurs sans méfiance. Ces prêts étaient regroupés en paquets destinés à être vendus à des institutions dans le monde entier, ce qui servit à diffuser des risques importants tous azimuts. L’éclatement de la bulle immobilière n’est pas la cause de la maladie sinon le symptôme de la fragilité financière. Il a suffi que quelques « financiers voyous » profitent des failles du système capitaliste pour provoquer la plus agressive du siècle. Très vite, elle s’est répercutée sur l’économie réelle provoquant des vagues massives de faillites et de licenciements… Au final, on se retrouve contraint de payer une addition douloureuse tout simplement parce qu’il y a dans nos sociétés des Hommes cupides encouragés par la vanité d’un système irresponsable qui veut gagner toujours plus d’argent.

Peu après la publication de « la stratégie du choc », Naomi Klein a bénéficié d’un concours de circonstances pour appuyer sa thèse avec des preuves à l’appui visibles à la terre entière. Les plans de sauvetage engagés par les institutions financières et les gouvernements ont du mal à faire l’unanimité au sein des peuples parce qu’ils paraissent injustes et déséquilibrés : Renflouement des banques (génératrices de la crise) par des milliards d’euros en parallèle d’une politique d’austérité dans le secteur public. Ce qui amène à se demander pourquoi faut-il nationaliser les risques et privatiser les profits démesurés ? Une injustice difficile à masquer tant les dérives du capitalisme sont devenues grotesques.

La situation économique se dégrade dans de nombreux pays : Grèce, Irlande, Portugal, Espagne… et la série semble loin d’être terminée. Pour sauver ces pays de la faillite, on recourt au FMI qui en profite pour imposer les programmes d’ajustement structurels. L’effet dépressif des plans de rigueur est désormais manifeste. En somme, les péripéties de la crise financière et ses répercussions pourrait constituer une partie dans l’œuvre de « la stratégie de choc » tant la ressemblance est frappante.